

The Code Noir of 1724

A Free Translation by Vernon Valentine Palmer*

* © 2019 Vernon Valentine Palmer. Thomas Pickles Professor of Law, Tulane University; Co-Director, Eason Weinmann Center of International and Comparative Law; Docteur en droit, honoris causa, Paris Dauphine University; Chevalier, Légion d'Honneur; Founder and President, World Society of Mixed Jurisdiction Jurists. This translation originally appeared in my work "Through the Code Darkly: Slave Law and Civil Law in Louisiana" (Lawbook Exchange, 2012).

Edit du Roi

Touchant l'Etat et la Discipline des Esclaves Nègres de la Louisiane Donné à Versailles au mois de Mars 1724

Louis, par la grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre: à tous, présents et à venir, salut. Les Directeurs de la Compagnie des Indes nous ayant présenté que la Province et Colonie de la Louisiane est considérablement établie par un grand nombre de nos sujets, lesquels se servent d'esclaves nègres pour la culture des terres, nous avons jugé qu'il étoit de notre autorité et de notre justice, pour la conservation de cette colonie, d'y établir une loi et des règles certaines, pour y maintenir la discipline de l'Église Catholique, Apostolique et Romaine, et pour ordonner de ce qui concerne l'état et la qualité des esclaves dans lesdites îles; et désirant y pourvoir et faire connaître à nos sujets qui y sont habitués et qui s'y établiront à l'avenir qu'encore qu'ils habitent des climats infiniment éloignés, nous leur sommes toujours présents par l'étendue de notre puissance et par notre application à les secourir.

À CES CAUSES et autres à ce nous mouvant, de l'avis de notre Conseil, et de notre certaine science, pleine puissance et autorité royale, nous avons dit, statué et ordonné, disons, statuons et ordonnons, voulons et nous plaît ce qui suit.

ARTICLE PREMIER. L'Edit du feu Roi Louis XIII, de glorieuse mémoire, du 23 avril 1615, sera exécuté dans notre Province et Colonie de la Louisiane: ce faisant, enjoignons aux Directeurs généraux de ladite Compagnie et à tous nos officiers de chasser dudit Pays tous les Juifs qui peuvent y avoir établi leur résidence, auxquels, comme aux ennemis déclarés du nom Chrétien, nous commandons d'en sortir dans trois mois, à compter du jour de la publication des présentes, à peine de confiscation de corps et de biens.

Edict of the King

Touching Upon the State and the Discipline of the Black Slaves of Louisiana Given at Versailles in the Month of March 1724

Louis, by the grace of God, King of France and Navarre, to all present and to come, greetings. The Directors of the Company of the Indies having represented to us that the Province and Colony of Louisiana is considerably established by a great number of our subjects who use black slaves for the cultivation of the land, we have judged that it is within our authority and our justice, for the preservation of that colony, to establish there a law and certain rules, in order to maintain the discipline of the Catholic, Apostolic, and Roman church and in order to regulate whatever concerns the state and the quality of the slaves in these isles; and desiring to make these matters known to our subjects there who are already familiar and those who will establish themselves there in the future, that although they live in climates infinitely distant, we are always close to them by the range of our power and our sustained efforts to assist them.

For these and other reasons which move us, by the advice of our Council, and of our own certain knowledge, full power, and royal authority, we have stated, ruled and ordered, we say, rule, order, wish, and are pleased by that which follows.

FIRST ARTICLE. The Edict of 23 April 1615 of the late King Louis XIII of glorious memory, will be in force in our Province and Colony of Louisiana. This accomplished, we enjoin all of our officers to chase from our isles all the Jews who have established residence there. As with all declared enemies of Christianity, we command them to be gone within three months of the day of issuance of the present law, under penalty of confiscation of their persons and their goods.

Article 2. Tous les esclaves qui seront dans notredite Province, seront instruits dans la Religion Catholique, Apostolique et Romaine, et baptisés. Ordonnons aux habitants, qui achèteront des nègres nouvellement arrives, de les faire instruire et baptiser dans le tems convenable, à peine d'amende arbitraire. Enjoignons aux Directeurs généraux de ladite Compagnie et à tous nos officiers d'y tenir exactement la main.

Article 3. Interdisons tous exercices d'autre Religion que de la Catholique, Apostolique et Romaine; voulons que les contrevenans soient punis comme rebelles et désobéissans à nos commandemens: Défendons toutes assemblées pour cet effet, lesquelles nous déclarons conventicules, illicites et séditeuses, sujettes à la même peine, qui aura lieu même contre les maîtres qui les permettront ou souffriront à l'égard de leurs esclaves.

Article 4. Ne seront préposés aucuns commandeurs à la direction des nègres, qui ne fassent profession de la Religion Catholique, Apostolique et Romaine; à peine de confiscation desdits nègres contre les maîtres qui les auront préposés et de punition arbitraire contre les commandeurs qui auront accepté ladite direction.

Article 5. Enjoignons à tous nos sujets, de quelque qualité et condition qu'ils soient, d'observer régulièrement les jours de dimanches et de fêtes: leur défendons de travailler ni de faire travailler leurs esclaves ausdits jours, depuis l'heure de minuit jusqu'à l'autre minuit, à la culture de la terre et à tous autres ouvrages, à peine d'amende et de punition arbitraire contre les maîtres, et de confiscation des esclaves qui seront surpris par nos officiers dans le travail; pourront néanmoins envoyer leurs esclaves aux marchés.

Article II. All slaves in our Province shall be baptized and instructed in the Roman, Catholic, and Apostolic Faith. We order the inhabitants who purchase newly-arrived Negroes to have them baptized and instructed within a suitable amount of time, under penalty of an arbitrary fine. We enjoin the Directors General of the said Company and all our officers to uphold this order precisely.

Article III. We forbid the exercise of any religion other than the Roman, Catholic, and Apostolic Faith. We desire that offenders be punished as rebels disobedient to our orders. We forbid all assemblies to that end, which we declare to be secret, illegal, and seditious, and subject to the same punishment, which will apply even against the masters who allow or tolerate such gatherings on the part of their slaves.

Article IV. No commanders shall be assigned to positions of authority over Negroes who are not members of the Roman, Catholic, and Apostolic Faith, under penalty of confiscation of the blacks of the master who authorized these persons and an arbitrary punishment levied against the commanders who accepted said position of authority.

Article V. We enjoin all our subjects, of whatever quality and social status they may be, to regularly observe Sundays and the holidays; we forbid them to work or to have the slaves worked, from midnight until the following midnight in the cultivation of the land, and every other type of work, under penalty of a fine and an arbitrary punishment against the masters, and the confiscation of the slaves discovered working by our officers; nevertheless, they may send their slaves to the markets.

Article 6. Défendons à nos sujets blancs de l'un et l'autre sexe, de contracter mariage avec les Noirs, à peine de punition et d'amende arbitraire; et à tous Curés, Prêtres ou Missionnaires, séculiers ou réguliers, et même aux Aumôniers de Vaisseaux, de les marier. Défendons aussi à nos dits sujets blancs, même aux Noirs affranchis ou nés libres, de vivre en concubinage avec des esclaves. Voulons que ceux qui auront eu un ou plusieurs enfans d'une pareille conjonction, ensemble les maîtres qui les auront soufferts, soient condamnés chacun en une amende de trois cents livres. Et s'ils sont maîtres de l'esclave de laquelle ils auront eu lesdits enfans, voulons qu'outre l'amende, ils soient privés tant de l'esclave que des enfans; et qu'ils soient adjudés à l'hôpital des lieux, sans pouvoir jamais être affranchis. N'entendons toutefois le présent article avoir lieu, lorsque l'homme noir, affranchi ou libre, qui n'étoit pas marié durant son concubinage avec son esclave, épousera dans les formes prescrites par l'Église ladite esclave, qui sera affranchie par ce moyen, et les enfans rendus libres et légitimes.

Article 7. Lesdites solennités prescrites par l'ordonnance de Blois et par la Déclaration de 1639 pour les mariages, seront observées tant à l'égard des personnes libres que des esclaves, sans néanmoins que le consentement du père et de la mère de l'esclave y soit nécessaire, mais celui du maître seulement.

Article 8. Défendons très-expressement aux Curés, de procéder aux mariages des esclaves, s'ils ne font apparoir du consentement de leurs maîtres. Défendons aussi aux maîtres d'user d'aucunes contraintes sur leurs esclaves pour les marier contre leur gré.

Article 9. Les enfans qui naîtront de mariages entre esclaves seront esclaves et appartiendront aux maîtres des femmes esclaves, et non à ceux de leur mari, si les maris et les femmes ont des maîtres différens.

Article 10. Voulons, si le mari esclave a épousé une femme libre, les enfans, tant mâles que filles, suivent la condition de leur mere, et soient libres comme elle, nonobstant la servitude de leur père; et que, si le père est libre et la mère esclave, les enfans soient esclaves pareillement.

Article VI. We forbid our white subjects of either sex to contract marriage with the Blacks, under penalty of punishment and an arbitrary fine; we forbid all Curates, Priests and Missionaries, secular or regular, and even Ship Chaplins, to marry them. We also forbid our white subjects, even manumitted Blacks or those born free, to live in concubinage with the slaves. We wish that those who have had one or several children from such conjunctions, including the masters who allowed it, be each condemned to pay a fine of three hundred pounds. And, if they are the master of the slave with whom they have had these children, we wish that besides the fine, they should be deprived not only of the slave but of the children, and that they be adjudged to the hospital of the place, without their ever being able to be manumitted. We do not intend the present article to apply, however, when a black man, free or enfranchised, who was not married during his concubinage with his slave, marries her under the rites prescribed by the Church, and by this means she shall be enfranchised, and the children shall be free and legitimate.

Article VII. The solemnities required by the ordinance of Blois and by the Declaration of 1639 regarding marriages, shall be observed both in the case of free persons and slaves, nevertheless the consent of the father and the mother of the slave is not necessary, only that of the master.

Article VIII. We very expressly forbid curates to marry slaves unless their masters have given their consent. We also forbid the masters to place any constraints over their slaves in order to marry them against their will.

Article IX. The children born in marriage between slaves shall be slaves and shall belong to the master of the female and not the master of the husband, if the husband and the wife have different masters.

Article X. We desire that if a slave husband has married a free woman, the children, whether male or female, will follow the condition of their mother and be free like her, notwithstanding the enslavement of the father, and that if the father is free and the mother is a slave, the children are likewise slaves.

Article 11. Les maîtres seront tenus de faire enterrer en terre sainte, dans les cimetières destinés à cet effet, leurs esclaves baptisés; et à l'égard de ceux qui mourront sans avoir reçu le baptême, ils seront enterrés la nuit, dans quelque champ voisin du lieu où ils seront décédés.

Article 12. Défendons aux esclaves de porter aucune arme offensive, ni de gros bâtons, à peine de fouet et de confiscation des armes, au profit de celui qui les en trouvera saisis; à l'exception seulement de ceux qui seront envoyés à la chasse par leurs maîtres, et qui seront porteurs de leurs billets, ou marques connues.

Article 13. Défendons pareillement aux esclaves appartenant à différens maîtres, de s'attrouper le jour, ou la nuit, sous prétexte de noces ou autrement, soit chez l'un de leurs maîtres ou ailleurs, et encore moins dans les grands chemins ou lieux écartés, à peine de punition corporelle, qui ne pourra être moins que du fouet et de la fleur de lis; et en cas de fréquentes récidives et autres circonstances aggravantes, pourront être punis de mort, ce que nous laissons à l'arbitrage des juges. Enjoignons à tous nos sujets de courre fus aux contrevenans, et de les arrêter et qu'il n'y ait contre eux aucun décret.

Article 14. Les maîtres qui seront convaincus d'avoir permis ou toléré de pareilles assemblées, composées d'autres esclaves que de ceux qui leur appartiennent, seront condamnés en leurs propres et privés noms, de réparer tout le dommage qui aura été fait à leurs voisins, à l'occasion desdites assemblées, et en trente livres d'amende pour la première fois, et au double, en cas de récidive.

Article XI. Masters are obliged to have their baptized slaves buried in Holy Ground in cemeteries designated to that end; and with respect to those who died without having received baptism, they are to be buried at night in some field near the place where they died.

Article XII. We forbid slaves to carry any offensive arms, or large sticks, under penalty of being whipped and their arms confiscated in favor of those who seized them; with the sole exception of those slaves who are sent hunting by their masters, and who carry the master's letters or known marks.

Article XIII. We likewise forbid slaves belonging to different masters to gather by day or by night, under the pretext of a wedding or any other reason, whether on their master's property or elsewhere, and still less in the main roads or the out of the way places, on penalty of corporal punishment, which cannot be less than a whipping and [branding] of the *fleur de lys*; and in case of frequent repetition and other aggravating circumstances, they may be put to death, which we leave to the decision of judges. We require all our subjects to pursue the offenders, and to arrest them, even though there is no order issued against them.

Article XIV. Masters who are convicted of having permitted or tolerated such gatherings which include slaves other than those which belong to them, will be charged in their property and private name to repair all damage which was done to their neighbors by these assemblies, together with a fine of thirty pounds for the first offence, and double the amount in case of repeated offence.

Article 15. Défendons aux esclaves d'exposer en vente au marché, ni de porter dans les maisons particulières, pour vendre, aucune sorte de denrées, même des fruits, légumes, bois à brûler, herbes ou fourages, pour la nourriture des bestiaux, ni aucune espèce de grains ou autres marchandises, hardes, ou nipes, sans permission expresse de leurs maîtres par un billet ou par des marques connues, à peine de revendication des choses ainsi vendues, sans restitution de prix par les maîtres, et de six livres d'amende à leur profit contre les acheteurs par rapport aux fruits, légumes, bois à brûler, herbes, fourages et grains; Voulons que, par rapport aux marchandises, hardes ou nipes, les contrevenans acheteurs soient condamnés à quinze cens livres d'amende, aux dépens, dommages et intérêts et qu'ils soient poursuivis extraordinairement comme voleurs et receleurs.

Article 16. Voulons à cet effet que deux personnes soient préposées, par les officiers du Conseil Supérieur ou des justices inférieures, dans chaque marché pour examiner les denrées et marchandises qui y seront apportées par les esclaves, ensemble les billets et marques de leurs maîtres, dont ils seront porteurs.

Article 17. Permettons à tous nos sujets habitants du Pays, de se saisir de toutes les choses dont ils trouveront lesdits esclaves chargés, lorsqu'ils n'auront point de billets de leurs maîtres, ni de marques connues, pour être rendues incessamment à leurs maîtres, si leur habitations sont voisines du lieu où les esclaves auront été surpris en délit; sinon elles seront incessamment envoyées au magasin de la Compagnie le plus proche pour y être en dépôt jusqu'à ce que les maîtres en ayent été avertis.

Article 18. Voulons que les officiers de notre Conseil Supérieur de la Louisiane envoient leurs avis sur la quantité de vivres et la qualité de l'habillement, qu'il convient que les maîtres fournissent à leurs esclaves; lesquels vivres doivent leur être fournis par chacune semaine et l'habillement par chacune année, pour y être statué par nous, et cependant permettons ausdits officiers de régler par provision lesdits vivres et ledit habillement: Défendons aux maîtres desdits esclaves de donner aucune sorte d'eau-de-vie pour tenir lieu de ladite subsistance et habillement.

Article XV. We forbid the slaves to put goods on sale at the markets, or to carry to private homes any sort of merchandise, even fruits, vegetables, firewood, plants or animal forage, nor any type of grains or other merchandise, rags or used clothes, without express permission in writing from their master or under his known mark, under penalty of the master reclaiming from the buyer the things thus sold, without restitution of the price, and a fine of six pounds in favor of the master against the buyers of the fruits, vegetables, firewood, plants, feeds and grains: We wish that, with respect to merchandise, rags or used clothing, the offending buyers be condemned to a fine of fifteen hundred pounds, at their expense and damage, and that they be specially prosecuted as thieves and fences.

Article XVI. We wish, to this end, that two persons be placed in each market by the officers of the Superior Council or of the inferior courts, in order to examine the commodities and merchandise which is brought there by the slaves, as well as the letters and marks of their masters which they have with them.

Article XVII. We permit all our subjects inhabiting the Country to seize all things carried by slaves who have no letter or known mark of their masters, and to return the things without delay to their masters, if their plantations are neighboring to the place where the slaves were discovered in their crime; if that is not the case, they are to be sent without delay to the nearest store of the Company, in order to be deposited there until the masters have been notified.

Article XVIII. It is our wish that the officers of our Superior Council in Louisiana send their views on the quantity of nourishment and the quality of clothing that it is appropriate for the masters to furnish their slaves; said foodstuffs ought to be furnished to them each week and the clothing each year, in order to be authorized by us; and yet we permit the aforesaid officers to settle by rule the aforesaid food and clothing. We forbid the masters of the slaves to distribute any kind of alcoholic liquor to them in substitution for the said food and clothing.

Article 19. Leur défendons pareillement de se décharger de la nourriture et subsistance de leurs esclaves, en leur permettant de travailler certain jour de la semaine pour leur compte particulier.

Article 20. Les esclaves qui ne seront point nourris, vêtus et entretenus par leurs maîtres, pourront en donner avis à notre Procureur Général dudit Conseil, ou aux officiers des Justices inférieures, et mettre leurs mémoires entre leur mains, sur lesquels et même d'office, si les avis leur en viennent d'ailleurs, les maîtres seront poursuivis à la requête dudit Procureur Général, et sans frais; ce que nous voulons être observé pour les crimes et les traitements barbares et inhumains des maîtres envers leurs esclaves.

Article 21. Les esclaves infirmes par vieillesse, maladie ou autrement, soit que la maladie soit incurable ou non. seront nourris et entretenus par leurs maîtres; et en cas qu'ils les eussent abandonnés, lesdits esclaves seront adjudés à l'hôpital le plus proche, auquel les maîtres seront condamnés de payer huit sols par chacun jour, pour le nourriture et entretien de chacun esclave; pour le paiement de laquelle somme ledit hôpital aura Privilège sur les habitations des maîtres, en quelques mains qu'elles passent.

Article 22. Déclarons les esclaves ne pouvoir rien avoir qui ne soit à leur maître, et tout ce qui leur vient par leur industrie, ou par la libéralité d'autres personnes, ou autrement, à quelque titre que ce soit, être acquis en pleine propriété à leurs maîtres, sans que les enfans des esclaves, leurs pères et mères, leurs parens et tous autres, libres ou esclaves, y puissent rien prétendre par succession, disposition entre-vifs, ou à cause de mort; lesquelles dispositions nous déclarons nulles, ensemble toutes les promesses et obligations qu'ils auroient faites, comme étant faites par gens incapables de disposer et contracter de leur chef.

Article XIX. We similarly forbid masters to relieve themselves of the duty to furnish food and subsistence to their slaves, by permitting them to work on a certain day of the week for their own account.

Article XX. Slaves who are not fed, clothed and maintained by their masters may notify our General Prosecutor of the said Council, or the officers of the inferior courts, and put their petitions in their hands, on the basis of which and even by authority of office, if the notification comes from elsewhere, the masters shall be prosecuted at the request of the said General Prosecutor, and without charge; this is the rule we wish observed for crimes and barbarous and inhuman treatment of slaves by their masters.

Article XXI. Slaves disabled by age, sickness or otherwise, whether because the sickness is incurable or not, are to be fed and maintained by their masters; and in case they were abandoned, the said slaves will be adjudicated to the nearest hospital, as to which the masters will be condemned to pay eight sous (sols) per day for the food and maintenance of each slave; for the payment of this sum the said hospital will have a Privilege over the plantations of the masters into whatever hands the lands pass.

Article XXII. We declare slaves can have nothing which is not their master's; and all that which comes to them through their own industry or through the liberality of other persons, or otherwise, by whatever title it may be, is acquired in full ownership by the master, without the slave's children, their father and mother, their relatives and anyone else, free or slave, pretending to rights by succession, disposition *inter vivos* or *mortis causa*; we declare such dispositions are null, as well as all promises and obligations which the slaves may make, since they are made by persons incapable of disposing or contracting in their own right.

Article 23. Voulons néanmoins que les maîtres soient tenus de ce que leurs esclaves auront fait par leur commandement, ensemble de ce qu'ils auront géré et négocié dans les boutiques, et pour l'espèce particulière de commerce, à laquelle leurs maîtres les auront préposés; et en cas que leurs maîtres ne les aient donné aucun ordre et ne les aient point préposés, ils seront tenus seulement jusqu'à concurrence de ce qui aura tourné à leur profit; et si rien n'a tourné au profit des maîtres, le pécule desdits esclaves que leurs maîtres leur auront permis d'avoir, en sera tenu, après que leurs maîtres en auront déduit par préférence ce qui pourra leur en être dû; sinon que le pécule consistât en tout, ou partie, en marchandises dont les esclaves auroient permission de faire trafic à part, sur lesquelles leurs maîtres viendront seulement par contribution au sol la livre avec leurs autres créanciers.

Article 24. Ne pourront les esclaves être pourvus d'offices ni de commissions ayant quelques fonction publique, ni être constitués agens, par autres que par leurs maîtres, pour gérer et administrer aucun négoce, ni être arbitres, experts: ne pourront aussi être témoins, tant en matière civile que criminelle, à moins qu'ils ne soient témoins nécessaires, et seulement à défaut de blancs: mais dans aucun cas, ils ne pourront servir de témoins pour, ou contre leurs maîtres.

Article 25. Ne pourront aussi les esclaves être parties, ni être en jugement en matière civile, tant en demandant qu'en défendant, ni être parties civiles en matière criminelle; sauf à leurs maîtres d'agir et de défendre en matière civile, et de poursuivre en matière criminelle, la réparation des outrages et excès qui auront été commis contre leurs esclaves.

Article 26. Pourront les esclaves être poursuivis criminellement, sans qu'il soit besoin de rendre leur maîtres parties, si n'est en cas de complicité; et seront lesdits esclaves accusés, jugés en première instance par les juges ordinaires, s'il y en a, et par apel au Conseil, sur la même instruction et avec les mêmes formalités que les personnes libres, aux exceptions ci-après.

Article 27. L'esclave qui aura frapé son maître, sa maîtresse, le mari de sa maîtresse ou leurs enfans, avec contusion ou effusion de sang, ou au visage, sera puni de mort.

Article XXIII. We nevertheless wish that the masters be held accountable for what their slaves have done at their command as well as for what the slaves have managed or negotiated in the shops, and for the particular type of commerce which their masters have entrusted to them; they [the masters] shall be held accountable only for so much as they turned to their profit; and if nothing was profited by the master, the *peculium* of the slaves which their masters allowed them to have will be held accountable, after having deducted by preference that which may be due to the master; if not, the *peculium* will consist in all or in part of the merchandise which the slaves have permission to traffic in apart, as to which their masters would only come in for *pro rata* contribution along with their other creditors.

Article XXIV. Slaves cannot hold offices or commissions having any public function, nor can they be made agents by anyone other than their masters, in order to manage or administer any business, nor may they be arbitrators or experts; also they cannot be witnesses in civil or criminal matters, unless they are necessary witnesses, and only in the absence of whites: but in no event can they serve as witnesses for or against their masters.

Article XXV. Slaves cannot be a party litigant nor the subject of a judgment, either in civil matters, as plaintiff or defendant, nor the civil party in criminal proceedings; saving to their masters the right to initiate or defend civil proceedings, and to pursue through criminal proceedings, reparations for the outrages and excesses which have been committed against their slaves.

Article XXVI. Slaves can be criminally prosecuted without the necessity of making their master a party, provided there was no complicity between them; and the said slaves will be judged in the trial court by the ordinary judges, if there are any, and on appeal by the Council, on the same instruction and with the same formalities for free persons, with the exceptions hereafter.

Article XXVII. The slave who strikes his master, his mistress, the mistress's husband or their children, and causes bruising or blood to flow, or strikes the face, will be punished by death.

Article 28. Et quant aux excès et voies de fait, qui seront commis par les esclaves, contre les personnes libres, voulons qu'ils soient severement punis; même de mort s'il y échoit.

Article 29. Les vols qualifiés, même ceux des chevaux, cavales, mulets, bœufs ou vaches, qui auront été faits par les esclaves, ou par les affranchis, seront punis de peine afflictive, même de mort, si le cas le requiert.

Article 30. Les vols de moutons, chèvres, cochons, volailles, grains, fourage, bois, sèves, ou autres legumes et denrées, faits par les esclaves, seront punis selon la qualité du vol, par les juges, qui pourront s'il y échoit, les condamner d'être battus de verges par l'Exécuteur de la haute justice, et marqués d'une fleur de lis.

Article 31. Seront tenus les maîtres, en cas de vol, ou d'autre dommage causé par leurs esclaves, outre la peine corporelle des esclaves, de réparer le tort en leur nom, s'ils n'aiment mieux abandonner l'esclave à celui auquel le tort aura été fait; ce qu'ils seront tenus d'opter dans les trois jours, à compter du jour de la condamnation, autrement ils en seront déchus.

Article 32. L'esclave fugitif qui aura été en fuite pendant un mois, à compter du jour que son maître l'aura dénoncé en justice, aura les oreilles coupées et sera marqué d'une fleur de lis sur une épaule; et s'il récidive pendant une autre mois, à compter pareillement du jour de la dénonciation, il aura le jaret coupé, et il sera marqué d'une fleur de lis sur l'autre épaule; et la troisième fois, il sera puni de mort.

Article 33. Voulons que les esclaves qui auront encouru les peines du fouet, de la fleur de lis et des oreilles coupées, soient jugés en dernier ressort par les juges ordinaires, et executés, sans qu'il soit nécessaire que tels jugements soient confirmés par le Conseil Supérieur, nonobstant le contenu en l'article 26 des présentes, qui n'aura lieu que pour les jugements portant condamnation de mort ou du jaret coupé.

Article XXVIII. And as to the acts of violence which slaves commit against free persons, we wish that they be severely punished, even by death if it is necessary.

Article XXIX. Thefts qualified as such, even those of horses, mares, mules, steers or cows which slaves or manumitted persons commit, will receive corporal punishment, even by death if the case requires it.

Article XXX. Thefts committed by slaves, of sheep, goats, pigs, poultry, grains, hay, wood, sap, or other vegetables and commodities, shall be punished by the judges according to the nature of the theft, and they may, if necessary, condemn the slaves to be flogged by the high executioner, and branded with the *fleur de lys*.

Article XXXI. In the case of theft or other damage caused by their slaves, masters are held responsible, beyond inflicting corporal punishment on the slaves, to redress the wrong in their own name, unless they prefer to abandon the slave to whomever the wrong was done; as to which they must choose within three days, counting from the day of the condemnation, otherwise they are deprived of this option.

Article XXXII. The runaway slave who has been a fugitive for a month, counting from the day his master denounced him in court, will have his ears cut off and will be branded with the *fleur de lys* on one shoulder, and if he runs away a second time, again counting from the day of the denunciation, his hamstring will be cut and he will be branded with the *fleur de lys* on the other shoulder; the third time he will be put to death.

Article XXXIII. We wish that slaves who have incurred punishments by the whip, the *fleur de lys* and the cutting of ears, be tried, and punishments carried out, by the ordinary judges sitting as court of last resort, without the necessity that such judgments be confirmed by the Superior Council, notwithstanding the contents of article XXVI of the present law, which does not apply except for judgments imposing the death penalty or the cutting of the hamstring.

Article 34. Les affranchise, ou nègres libres, qui auront donné retraite dans leurs maisons aux esclaves fugitifs, seront condamnés par corps envers le maître en une amende de trente livres par chacun jour de rétention; et les autres personnes libres qui leur auront donné pareille retraite, en dix livres d'amende, aussi par chacun jour de retention; et faute par lesdits nègres affranchis ou libres, de pouvoir payer l'amende, ils seront réduits à la condition d'esclaves et vendus; et si le prix de la vente passe l'amende, le surplus sera délivré à l'hôpital.

Article 35. Permettons à nos sujets dudit pays, qui auront des esclaves fugitifs, en quelque lieu que ce soit, d'en faire la recherche par telles personnes et à telles conditions qu'ils jugeront à propos, ou de la faire eux-mêmes, ainsi que bon leur semblera.

Article 36. L'esclave condamné à mort sur la dénonciation de son maître, lequel ne sera point complice du crime par lequel il aura été condamné, sera estimé avant l'exécution par deux des principaux habitans, qui seront nommés d'office par le juge; et le prix de l'estimation en sera payé au maître; pour à quoi satisfaire, il sera imposé par notre Conseil Supérieur, sur chaque tête de nègre, la somme portée par l'estimation, laquelle sera réglée sur chacun desdits nègres, et levée par ceux qui seront commis à cet effet.

Article 37. Défendons à tous officiers de notre dit Conseil, et autres officiers de justice établis audit pays, de prendre aucune taxe dans les procès criminels contre les esclaves, à peine de concussion.

Article 38. Défendons aussi à tous nos sujets desdits pays, de quelque qualité et condition qu'ils soient, de donner, ou faire donner de leur autorité privée, la question ou torture à leurs esclaves, sous quelque prétexte que ce soit, ni de leur faire ou faire faire aucune mutilation de membre, à peine de confiscation des esclaves, et d'être procédé contre eux extraordinairement: leur permettons seulement, lorsqu'ils croiront que les esclaves l'auront mérité, de les faire enchaîner et battre de verges ou de cordes.

Article XXXIV. Manumitted persons or free blacks who have given shelter in their homes to runaway slaves, will be condemned to pay to the master a fine of thirty pounds for each day of retention; and other free persons who likewise gave them shelter, to pay a fine of ten pounds for each day of retention. And where said blacks, manumitted or free, are unable to pay the fine, they will be reduced to the condition of slaves and sold off; and if the price of the sale exceeds the fine, the surplus will be delivered to the hospital.

Article XXXV. We permit our subjects in these lands whose slaves have run away, in whatever place they may be, to have searches conducted by such persons and in such ways they judge to be appropriate, or to conduct the search themselves, as they see fit.

Article XXXVI. The slave who receives a death sentence upon the denunciation of his master, who was not complicit in the crime for which [the slave] was condemned, shall be appraised, before the execution, by two of the principal inhabitants, who will be appointed by the judge on his own authority; and the amount of the appraisal will be paid to the master; the Superior Council shall impose a tax on the head of each black slave to satisfy the appraised amount, which sum will be discharged by a tax on all blacks, and collected by those who are invested with that authority.

Article XXXVII. We forbid all officers of our said Council, and other judicial officers established in the country, to collect any tax on the criminal proceedings against slaves, under penalty for theft in office.

Article XXXVIII. We also forbid our subjects in the said country, of whatever quality and condition they may be, to torture their slaves or have them tortured, under whatever pretext there may be, nor to mutilate or have mutilated any member of the body, under penalty of confiscation of the slaves, and extraordinary criminal proceedings: we permit them solely, when they believe their slaves merit it, to have them chained and flogged.

Article 39. Enjoignons aux officiers de justice établis dans ledit pays, de procéder criminellement contre les maîtres et les commandeurs qui auront tué leurs esclaves, ou leur auront mutilé les membres, étant sous leur puissance, ou sous leur direction, et de punir le meurtre selon l'atrocité des circonstances; et en cas qu'il y ait lieu à l'absolution, leur permettons de renvoyer, tant les maîtres que les commandeurs, sans qu'ils ayent besoin d'obtenir de nous des lettres de grâce.

Article 40. Voulons que les esclaves soient réputé meubles, et comme tels, qu'ils entrent dans la communauté, qu'il n'y ait point de suite par hypothèque sur eux, qu'ils se partagent également entre les cohéritiers, sans préciput et droit d'aînesse, et qu'ils ne soient point sujets au douaire coutumier, au rétrait lignager ou féodal, aux droits féodaux et seigneuriaux, aux formalités des décrets, ni au rétranchement des quatre quintes, en cas de disposition à cause de mort ou testamentaire.

Article 41. N'entendons toutefois priver nos sujets de la faculté de les stipuler propres à leurs personnes et aux leurs de leur côté et ligne, ainsi qu'il se pratique pour les sommes de deniers et autres choses mobilières.

Article 42. Les formalités prescrites par nos Ordonnances et par la Coutume de Paris, pour les saisies des choses mobilières, seront observées dans les saisies des esclaves. Voulons que les deniers en provenans, soient distribués par ordre des saisies; et, en cas de déconfiture, au sol la livre, après que les dettes privilégiées auront été payées, et généralement, que la condition des esclaves soit réglée en toutes affaires, comme celle des autres choses mobilières.

Article 43. Voulons néanmoins que le mari, sa femme et leurs enfans impubères, ne puissent être saisis et vendus séparément, s'ils sont tous sous la puissance d'un même maître: déclarons nulles les saisies et ventes séparées qui pourroient en être faites, ce que nous voulons aussi avoir lieu dans les ventes volontaires, à peine contre ceux qui feront lesdites ventes, d'être privés de celui ou de ceux qu'ils auront gardés, qui seront adjugés aux acquéreurs, sans qu'ils soient tenus de faire aucun supplément de prix.

Article XXXIX. We require the officers of justice established in the said country, to bring criminal proceedings against the masters and commanders who have killed or have mutilated slaves in their power or under their direction, and to punish murder according to the circumstances of the atrocity; and in cases of acquittal, we permit them to release the masters and the commanders, without the necessity of obtaining letters of pardon from us.

Article XL. We wish slaves to be classified as movable things, and as such, that they enter into the community [between husband and wife], that they are not subject to mortgagee's right to follow the property, that they are shared equally by coheirs, without preference or primogeniture, and that they are not subject to the *douaire coutumier*, to the *rétrait lignager*, to feudal and noble rights, to the formalities of decrees, nor to the reduction of four-fifths, in case of a disposition by will or *mortis causa*.

Article XLI. We do not intend however to deprive our subjects of the faculty of stipulating for themselves and for those of their line and lineage, just as it is done practice with sums of money and other movable things.

Article XLII. The formalities prescribed by our Ordinances and by the Custom of Paris, regarding the seizure of movable things, will be observed in the seizure of slaves. We wish that the money proceeds be distributed by the order in which they were seized; and, in case of bankruptcy, once the privileged debts have been paid off, they should be distributed on a pro rata basis; and generally, that the condition of the slaves be regulated in all matters, like those of other movable things.

Article XLIII. It is our wish nevertheless that the husband, his wife and their children below puberty, may not be seized and sold separately from each other, if all of them are under the power of the same master: we declare seizures and separate sales which are made of them to be null, which is what we also wish to take place in regard to voluntary sales, under the penalty that those making the said sales are to be deprived of the slave or the slaves [of the same family] which he has kept rather than sold, which slaves will be adjudged to the purchasers, without them being required to make any supplement in the price.

Article 44. Voulons aussi que les esclaves âgé de quatorze ans et au-dessus, jusqu'à soixante ans, attachés à des fonds ou habitations, et y travaillant actuellement, ne puissent être saisis pour autres dettes que pour ce qui sera dû du prix de leur achat, à moins que les fonds ou habitations ne fussent saisis réellement: auquel cas nous enjoignons de les comprendre dans la saisie réelle; et défendons, à peine de nullité, de procéder par saisie réelle et adjudication par décret sur les fonds, ou habitations, sans y comprendre les esclaves de l'âge susdit y travaillant actuellement.

Article 45. Le fermier judiciaire des fonds ou habitations saisies réellement, conjointement avec les esclaves, sera tenu de payer le prix de son bail, sans qu'il puisse compter parmi les fruits qu'il perçoit, les enfans qui seront nés des esclaves pendant sondit bail.

Article 46. Voulons, nonobstant toutes conventions contraires, que nous déclarons nulles, que lesdits enfans appartiennent à la partie saisie, si les créanciers sont satisfaits d'ailleurs, ou à l'adjudicataire, s'il intervient un décret; et à cet effet il sera fait mention, dans la dernière affiche de l'interposition dudit décret, des enfans nés des esclaves depuis la saisie réelle, comme aussi des esclaves décédés depuis la saisie réelle, dans laquelle ils étoient compris.

Article 47. Pour éviter aux frais et aux longueurs des procédures, voulons que la distribution du prix entier de l'adjudication conjointe des fonds et des esclaves, et de ce qui proviendra du prix des baux judiciaires, soit faite entre les créanciers, selon l'ordre de leurs privilèges [sic] et hypothèques [sic], sans distinguer ce qui est pour le prix des esclaves, et néanmoins les droits féodaux et seigneuriaux ne seront payés qu'à proportion des fonds.

Article 48. Ne seront reçus les lignagers et les seigneurs féodaux, à retirer les fonds décrétés, licités ou vendus volontairement, s'ils ne retirent les esclaves vendus conjointement avec les fonds, où ils travailloient actuellement; ni l'adjudicataire, ou acquerereur, à retenir les esclaves sans les fonds.

Article XLIV. It is also our wish that the slaves aged fourteen years and above, up to the age of sixty, who are attached to the lands or plantations, and working thereupon at the time, must not be seized for debts other than those due on the price of their own purchase, unless the lands or plantations are seized: in which case we command that the slaves be included in the seizure of the land; and we forbid, on pain of nullity, to proceed with seizure of the land or plantations and adjudication by decree, without including the slaves of the previously stated age who are working there at the time.

Article XLV. The judicial assignee of lands and plantations which were seized along with the slaves, is accountable to pay the rent according to his lease, without being able to count as a profit, the children who are born to the slaves during his said lease.

Article XLVI. It is our wish, despite all contracts to the contrary and hereby declared null, that the said children belong to the seizing party, if the creditors are satisfied by other means, or to the adjudicatee, if a decree intervenes; and for that purpose the children born to slaves since the seizure will be listed in the last page of the interposed decree, as well as those slaves who died since the seizure.

Article XLVII. In order to avoid the costs and long delays of procedures, we wish that the distribution of the full price of the adjudication combining lands and slaves, as well as that which is produced by the price of judicial leases, be made between the creditors, according to the order of their privileges and mortgages, with no distinction between what is for the price of the slaves; nevertheless feudal and seigneurial rights will not be paid except in proportion to the lands.

Article XLVIII. It will not be accepted that lineage holders and feudal lords take the lands by decree, auction or voluntary sale, if they do not also take the slaves sold jointly with the lands where they presently work; nor can the adjudicatee or the acquirer retain the slaves without the lands.

Article 49. Enjoignons aux gardiens nobles et bourgeois, usufruitiers, amodiateurs, et autres jouissants des fonds auxquels sont attachés des esclaves qui y travaillent, de gouverner lesdits esclaves en bon père de famille; au moyen de quoi ils ne seront pas tenu, après leur administration finie, de rendre le prix de ceux qui seront décédés, ou diminués par maladie, vieillesse, ou autrement, sans leur faute: et aussi ils ne pourront pas retenir comme fruits à leur profit, les enfans nés desdits esclaves durant leur administration, lesquels nous voulons être conservés et rendus à ceux qui en sont les maîtres et les propriétaires.

Article 50. Les maîtres âgés de vingt-cinq ans pourront affranchir leurs esclaves par tous actes entre-vifs ou à cause de mort; et cependant, comme il se peut trouver des maîtres assez mercenaires, pour mettre la liberté de leurs esclaves à prix, ce qui porte lesdits esclaves au vol et au brigandage, défendons à toutes personnes, de quelque qualité et condition qu'elles soient, d'affranchir leurs esclaves sans en avoir obtenu la permission par arrêt de notre dit Conseil Supérieur, laquelle permission sera accordée sans frais, lorsque les motifs qui auront été exposés par les maîtres paroîtront légitimes. Voulons que les affranchissemens qui seront faits à l'avenir sans ces permissions soient nuls, et que les affranchis n'en puissent jouir, ni être reconnus pour tels: Ordonnons au contraire qu'ils soient tenus, censés et réputés esclaves, que les maîtres en soient privés, et qu'ils soient confisqués au profit de la Compagnie des Indes.

Article 51. Voulons néanmoins que les esclaves qui auront été nommés par leurs maîtres, tuteurs de leurs enfans, soient tenus et réputés, comme nous les tenons et réputons pour affranchis.

Article 52. Déclarons les affranchissemens faits dans les formes ci-devant prescrites, tenir lieu de naissance dans notre dite province de la Louisiane, et les affranchis n'avoir besoin de nos lettres de naturalité, pour jouir des avantages de nos sujets naturels dans notre royaume, terres et pays de notre obéissance, encore qu'ils soient nés dans les pays étrangers; Déclarons cependant lesdits affranchis, ensemble les nègres libres, incapables de recevoir des Blancs aucune donation entre-vifs, à cause de mort ou autrement. Voulons qu'en cas qu'il leur en soit fait aucune, elle demeure nulle à leur égard, et soit appliquée au profit de l'hôpital le plus prochain.

Article XLIX. We enjoin legal guardians, noble and bourgeois, usufructuaries, *amodiateurs*, and others enjoying lands to which slaves are attached and working there, to govern the said slaves as a good father of the family; by means of which they will not be held, once their administration is ended, to pay the price of those who died, or became incapacitated through illness, old age, or otherwise, without their fault: and they also cannot retain as fruits to their profit, the children born of the said slaves during their administration; it is our wish that they be preserved and returned to those who are the masters and proprietors of them.

Article L. Masters aged twenty five years old may liberate their slaves by all acts *inter vivos* or *mortis causa*; and yet, since one can find some rather mercenary masters who put the liberty of their slaves on sale, which leads the said slaves to theft and lawless acts, we forbid all persons, of whatever quality and condition they may be, to free their slaves without having obtained permission, in the form of a decree of our Superior Council, which permission will be granted without charge, when the motives which are stated by the masters seem to be legitimate. It is our wish that manumissions made in the future without such permission are null, and those manumitted cannot enjoy their freedom, nor be recognized as free: to the contrary we order that they be held, deemed and regarded as slaves, that the masters be deprived of them, and that they be confiscated to the profit of the Company of the Indies.

Article LI. We wish nevertheless that the slaves who have been named by their masters, tuteurs of their children, be held and regarded, as we hold and regard them, as free people.

Article LII. We declare that manumissions done in the forms prescribed above, take the place of birth in our said province of Louisiana, and even though they were born in foreign lands, the manumitted persons have no need of our letters of naturalization in order to enjoy the advantages of our natural subjects in our kingdom, lands and countries under our rule: We declare, however, that the said manumitted, together with free blacks, are incapable of receiving from Whites any donation *inter vivos*, *mortis causa* or otherwise. It is our wish that if any donation is made to them, it remains null in relation to them, and that it be applied to the profit of the nearest hospital.

Article 53. Commandons aux affranchis de porter un respect singulier à leurs anciens maîtres, à leurs veuves et à leurs enfans; ensorte [sic] que l'injure qu'ils leur auront faite, soit punie plus grièvement, que si elle étoit faite à une autre personne, les déclarons toutefois francs et quittes envers eux de toutes autres charges, services et droits utiles que leurs anciens maîtres voudraient prétendre, tant sur les personnes que sur leurs biens et successions en qualité de patrons.

Article 54. Octroyons aux affranchis les mêmes droits, privilèges et immunités dont jouissent les personnes nées libres; voulons que le mérite d'une liberté acquise produise en eux les mêmes effets que le bonheur de la liberté naturelle cause à nos autres sujets, le tout cependant aux exceptions portées par l'article 52 des présentes.

Article 55. Déclarons les confiscations et les amendes qui n'ont point de destination particulière par ces présentes, appartenir à ladite Compagnie des Indes, pour être payées à ceux qui sont préposés à la recette de ses droits et revenus; Voulons néanmoins que distraction soit faite du tiers desdites confiscations et amendes au profit de l'hôpital le plus proche du lieu où elles auront été adjugées.

SI DONNONS EN MANDEMENT à nos amés et féaux les Gens tenant notre Conseil Supérieur de la Louisiane, que ces présentes ils ayent à faire lire, publier, registrer, et le contenu en icelles garder et observer selon leur forme et teneur, nonobstant tous edits, déclarations, arrêts, réglemens et usages à ce contraires, auxquels nous avons dérogé et dérogeons par ces présentes. CAR tel est notre bon plaisir. Et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre scel. Donné à Versailles au mois de mars, l'an de grâce mil sept cent vingt-quatre, et de Notre Règne le neuvième. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, par le Roi. *Signé*, PHELYPEAUX. *Visa*, FLEURIAU. *Vu au Conseil*, DODUN. Et scellé du grand sceau de cire verte en lacs de soie rouge et verte.

Article LIII. We command manumitted persons to show a singular respect towards their former masters, to their widows and their children; in such way that insults directed to them be punished more severely than if it was done to another person; we declare, however, that they [the manumitted] be free and clear toward them of all other chares, services and useful rights that their former masters, as patrons, might assert, whether over their persons, their property or their successions.

Article LIV. We grant to manumitted persons the same rights, privileges and immunities which persons born free enjoy; it is our wish that the merit of an acquired liberty produce in them the same effects as the happiness which natural liberty brings to our other subjects, all of this however subject to the exceptions laid down by article LII of the present law.

Article LV. We declare that the confiscations and fines which have no particular destination in the present law belong to the said Company of the Indies, to be paid to those who are charged with the receipt of these rights and revenues; We wish nevertheless that one-third of the said confiscations and fines be deducted in favor of the hospital nearest to the place where they have been adjudged.

THUS WE GIVE THESE ORDERS to our beloved and faithful people who hold our Superior Council of Louisiana, that they have the present law read, published, registered, and the contents of it kept and observed according to its form and tenor, despite all edicts, declarations, orders, regulations and usages to the contrary, from which we have derogated and derogate by the present law. BECAUSE such is our pleasure. And in order that this be a matter firm and stable for the future, we have placed here our seal. Given at Versailles in the month of March, in the year of grace seventeen hundred and twenty four, and of Our Reign the ninth. *Signed*, LOUIS. *And further down*, by the King. *Signed*, PHELYPEAUX. *Visa*, FLEURIAU. *Seen by the Council*, DODUN. And sealed with the great seal of green wax in lakes of red and green silk.